



Derrière les gros titres

La migration en provenance d'Afrique subsaharienne a de profonds effets, tant dans le pays d'origine que dans le pays d'accueil

Jesus Gonzalez-Garcia et Montfort Mlachila

Les migrations internationales font les gros titres depuis quelques années. L'afflux de réfugiés en Europe, principalement originaires du Moyen-Orient et d'Afrique, alimente l'actuelle « crise de réfugiés ». Son contrecoup se fait sentir dans de nombreux pays, y compris au sein de l'Afrique subsaharienne.

Proportionnellement à leur population, les pays en développement ont tendance à accueillir plus d'immigrés que les pays avancés. Les réfugiés font la une, mais la migration à long terme d'Afrique subsaharienne, qu'elle soit intrarégionale ou extrarégionale, a des effets considérables sur le continent africain.

En 2013, environ 20 millions d'Africains subsahariens (soit deux fois plus qu'en 1990), vivaient en dehors de leur

pays d'origine, dont 13 millions dans un autre pays subsaharien (graphique 1).

Au vu de l'explosion de la population en âge de travailler (celle qui généralement alimente la migration), la tendance se poursuivra encore pendant plusieurs décennies en Afrique subsaharienne. Dans la région, le taux de migration actuel de 2 % (le pourcentage de migrants dans la population) est en fait peu élevé par rapport à celui du reste du monde en développement, dont 3 % de la population vit à l'étranger. Mais dans l'ensemble, il emboîte le pas à la croissance démographique rapide de la population subsaharienne, passée de 480 millions à 900 millions d'habitants, environ, entre 1990 et 2015.

Où vont-ils ?

La migration subsaharienne est surtout de nature intrarégionale (graphique 2). En général, les migrants animés par des motifs économiques partent chercher un meilleur avenir dans des pays voisins plus riches.

Pourquoi sont-ils proportionnellement plus nombreux à choisir d'autres pays africains plutôt que des pays plus

riches en dehors du continent? L'une des raisons est purement économique : peu d'entre eux ont les moyens de s'offrir un billet d'avion pour les États-Unis ou l'Europe, alors qu'il est assez simple de sauter dans un bus ou dans un camion, d'autant que les frontières intra-africaines sont poreuses. Les affinités culturelles et linguistiques ont également leur importance dans ce choix.

Migration forcée

Depuis 1990, le nombre de réfugiés (personnes qui fuient la guerre et la persécution), a beaucoup baissé en Afrique, qu'il s'agisse de flux migratoires à l'intérieur ou à l'extérieur du continent. En 1990, environ la moitié des migrants étaient des réfugiés. En 2013, grâce à une baisse du nombre de conflits de grande ampleur, leur part n'était plus que de 10 % (graphique 3).

Cinq pays touchés par des conflits sont principalement à l'origine des flux intrarégionaux de réfugiés : la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud. Les réfugiés somaliens se sont installés au Kenya et en Éthiopie, les Soudanais migrent au Tchad et les Soudanais du Sud, souvent déplacés au sein de leur propre pays, ont dans l'ensemble migré en Ouganda. C'est en Afrique subsaharienne que l'on trouve les plus grands camps de réfugiés au monde, qui représentent pour les pays d'accueil des coûts considérables, estimés entre 1 % et 5 % du PIB.

La migration forcée, tout comme la migration pour raison économique, peut entraîner des tensions. Le coût d'accueil des réfugiés, ainsi que les problèmes sociaux causés par l'arrivée d'un grand nombre de migrants en quête de travail, de services et d'opportunités, peuvent être difficiles à gérer.

La migration vers le reste du monde progresse plus rapidement que la migration au sein de la région. En 2013, environ 6,6 millions de migrants d'Afrique subsaharienne — un tiers du total — vivaient en dehors de la région, soit plus du double de 1990. La composition des flux a beaucoup changé. En 1990, environ 40 % des migrants partaient pour des raisons économiques; en 2013, ce chiffre était passé à 90 %. Toutefois, le taux de migration global est le plus faible au monde, car il ne concerne que 0,7 % de la population de la région. Ce taux est sept fois supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes, et quatre fois supérieur au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

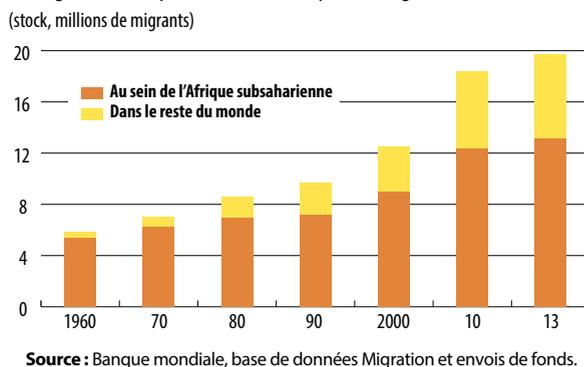
Pourquoi partir?

La migration au sein de l'Afrique est principalement motivée par la proximité géographique, les différences de revenu et les conflits, ainsi que par des liens culturels ou des facteurs environnementaux tels que des sécheresses ou des inondations. L'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire figurent parmi les pays qui accueillent le plus de migrants intrarégionaux.

Graphique 1

Sur le départ

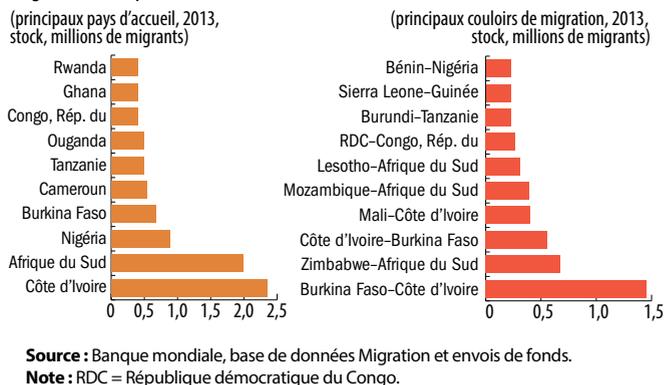
Une proportion grandissante mais encore minoritaire de migrants d'Afrique subsaharienne quitte la région.



Graphique 2

La porte à côté

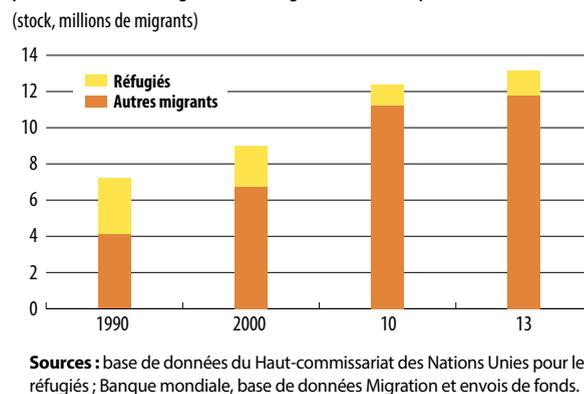
L'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire accueillent le plus grand nombre de migrants d'Afrique subsaharienne.



Graphique 3

En quête d'un travail

Par rapport à il y a 25 ans, les réfugiés représentent aujourd'hui une part moindre des migrants intrarégionaux en Afrique subsaharienne.



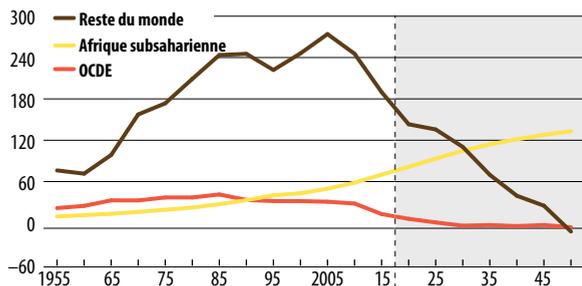
Les débouchés économiques motivent principalement les flux migratoires vers le reste du monde, qui sont largement orientés vers les pays avancés. Environ 85 % de la diaspora subsaharienne se répartit dans des pays de l'Organisation pour la coopération et le développement

Graphique 4

Les pays recrutent

Grâce aux migrants, l'Afrique subsaharienne peut fournir des travailleurs aux pays du reste du monde où la population en âge de travailler reste en baisse.

(variations cumulées par périodes de cinq ans, en millions)



Source : Nations Unies, Perspectives de la population mondiale.
Note : OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques.

économiques (OCDE) : les États-Unis, la France et le Royaume-Uni accueillent environ 50 % des migrants d'Afrique subsaharienne.

Les envois de fonds sont le principal atout pour les pays d'origine. Les sommes envoyées par les expatriés ont augmenté rapidement. Chiffrées à 3,5 % du PIB en 2015, elles sont désormais une source majeure de financement extérieur pour les pays en développement. Les envois de fonds sont aussi rapidement devenus la première source de devises dans les pays en développement, détrônant l'investissement direct étranger, qui est en très net déclin.

Par ailleurs, les envois de fonds résistent généralement mieux aux fluctuations économiques que l'investissement direct étranger et l'aide officielle au développement. Certes, ils ont légèrement baissé en 2008 et 2010 à la suite de la crise financière mondiale, mais ils ont repris en 2011 et n'ont fait qu'augmenter depuis.

Les envois de fonds jouent un rôle macroéconomique important en Afrique subsaharienne. Ils sont une source de devises et de revenus et contribuent à plus de 20 % du PIB en Gambie, au Lesotho et au Libéria. Ils apportent un revenu d'appoint dans les foyers pauvres, qui peuvent ainsi se constituer une épargne et investir dans le capital humain et physique et, partant, contribuer à élever progressivement la productivité et la croissance. Les envois de fonds permettent aussi d'atténuer les effets des chocs macroéconomiques dus aux catastrophes naturelles et aux guerres.

Mais l'émigration est également préjudiciable au pays d'origine. La fuite de cerveaux causée par le départ des travailleurs qualifiés réduit la capacité de production et la croissance à long terme.

L'évolution démographique

La transition démographique de la région dessinera les contours des migrations futures. Tout d'abord, la population africaine va continuer d'augmenter : elle passera

d'environ 900 millions d'habitants en 2013 à 2 milliards en 2050. La population en âge de travailler, qui alimente généralement la migration, devrait croître encore plus vite, d'environ 480 millions en 2013 à 1,3 milliard en 2050 (graphique 4). Ces chiffres s'expliquent par la croissance de la population de la région, qui s'est multipliée par quatre depuis les années 60, par la baisse du taux de fertilité et du taux de mortalité infantile, divisé par deux depuis l'an 2000.

Ces tendances démographiques et la persistance d'écart de revenu considérables entre l'Afrique subsaharienne et les pays avancés devraient conduire à davantage de migration. Le ratio de migrants en provenance d'Afrique subsaharienne par rapport à la population totale des pays d'accueil de l'OCDE devrait être multiplié par six, passant d'environ 0,4 % en 2010 à 2,4 % d'ici 2050, en raison de l'augmentation des flux migratoires et de la faible croissance démographique prévue dans les pays de l'OCDE.

Des politiques plus adaptées

Les travailleurs migrants peuvent contribuer à la croissance des pays d'accueil, notamment ceux dont la population vieillit rapidement (Jaumotte, Koloskova et Saxena, 2016). Ils apportent des recettes fiscales et des cotisations sociales supplémentaires pour financer les retraites. Les envois de fonds continuent pour leur part à garantir un certain niveau de vie des proches restés au pays, contribuent à réduire la pauvreté et constituent une source stable de devises.

Selon les prévisions, la migration intrarégionale et extrarégionale devrait continuer à s'intensifier dans les décennies à venir, aussi les pays d'accueil doivent-ils définir des politiques qui aideront les travailleurs migrants à s'adapter sur le plan social et économique dans l'intérêt de tous.

La croissance démographique appelle des politiques capables de créer des emplois dans les pays d'origine. Dans les pays d'accueil, la contribution des migrants à la population active devrait compenser les effets du vieillissement et du déclin démographique, ce qui, à terme, profitera à la croissance économique et aux recettes fiscales. Ces gains devraient atténuer les tensions sociales liées à la crainte que les travailleurs nationaux ne soient évincés par les nouveaux venus et que ces derniers ne pèsent sur les budgets. Par ailleurs une aide internationale accrue aux pays accueillant des réfugiés contribuerait fortement à alléger les coûts budgétaires et sociaux. **FD**

JESUS GONZALEZ-GARCIA est économiste principal à la Division des études régionales du Département Afrique du FMI, et **MONTFORT MLACHILA** est Représentant résident principal du FMI en Afrique du Sud.

Bibliographie :

Gonzalez-Garcia, Jesus, and others. 2016. "Sub-Saharan African Migration: Patterns and Spillovers." IMF Spillover Note 9, International Monetary Fund, Washington, DC.

Jaumotte, Florence, Ksenia Koloskova, and Sweta Saxena. 2016. "Impact of Migration on Income Levels in Advanced Economies." Spillover Note 8, International Monetary Fund, Washington, DC.